

Après Solingen, les Allemands présentent leurs mesures anti-terrorisme

écrit par Jean Schoving | 1 septembre 2024



Pack de sécurité après l'attaque terroriste de Solingen

Le ministre de l'Intérieur, Nancy Faeser, le ministre de la Justice, Dr. Marco Buschmann et la secrétaire d'État au ministère de l'Économie et de la Protection du climat, Anja Hajduk présentent un paquet de mesures.

Source : **Henning Schacht**

En réaction à l'attaque terroriste islamiste de Solingen, le ministre fédéral de l'Intérieur, Nancy Faeser a présenté en commun avec le ministre de la Justice, Dr. Marco Buschmann et Anja Hajduk, secrétaire d'État au ministère de l'Économie et de la Protection du climat (BMWK), un paquet de mesures de sécurité.

Le gouvernement fédéral prévoit des adaptations dans trois domaines :

« Nous allons renforcer la législation sur les armes, augmenter les pouvoirs de nos autorités de sécurité, pour pouvoir combattre l'islamisme encore plus intensément que jusqu'à présent. Nous allons intensifier les expulsions, entre autres dans les cas dits de Dublin. Et nous allons prendre des mesures complémentaires pour réduire l'immigration illégale », a déclaré le ministre de l'Intérieur lors d'une conférence de presse jeudi à Berlin.



„Nous allons répliquer avec toute la sévérité nécessaire à cet acte terroriste »
Nancy Faeser, ministre de l'Intérieur

Renforcer la législation sur les armes

Les règlements concernant le droit individuel à détenir une arme doivent entre autres être renforcés. Le paquet de mesures prévoit également de mettre en place une interdiction des couteaux lors de fêtes populaires, de manifestations sportives et autres manifestations publiques de même nature. Les Länder doivent de plus être autorisés à mettre en place des interdictions absolues de couteaux dans des lieux où sévit la criminalité comme les gares. Dans la circulation de proximité, les Länder peuvent interdire dès à présent le port de couteaux à partir d'une longueur de lame supérieure à quatre centimètres. Le ministre de l'Intérieur, Faeser a souligné : « Une interdiction demande des contrôles effectifs. Pour cette raison, nous allons doter les Länder de pouvoirs de contrôle supplémentaires. La Police fédérale obtient de plus désormais la possibilité de procéder à des contrôles par échantillonnage indépendants de toute suspicion. » On entend également augmenter les critères pour les permis de port d'armes. « Pas d'armes pour les extrémistes. Pour ce, nous allons augmenter les critères pour les permis de port d'armes. À l'avenir, la Police fédérale, l'Office fédéral de lutte contre la criminalité et le Service de répression des délits douaniers *Zollkriminalamt* seront interrogés en cas de demande relevant de la législation sur les armes ou de contrôle de la fiabilité d'un demandeur », selon le ministre.

Durcir la lutte contre l'islamisme

Les autorités de sécurité vont être dotées de pouvoirs supplémentaires surtout dans l'univers numérique pour pouvoir combattre les islamistes de manière plus ciblée et plus efficace. « *Les services de renseignement seront autorisés désormais à une comparaison biométrique de données Internet, la reconnaissance dite des visages. Il sera possible ainsi d'identifier plus rapidement des auteurs présumés de délits ou des personnes recherchées.* » Le

recours à l'intelligence artificielle sera également rendu possible aux autorités. Le ministre a fait référence de plus aux interdictions d'associations de ces derniers mois. En juillet, le ministère fédéral de l'Intérieur BMI avait interdit le centre islamique « *Islamisches Zentrum Hamburg e.V.* » (IZH) et ses ramifications à l'échelle fédérale.

Restreindre l'immigration illégale

En outre, des mesures supplémentaires ont été présentées en matière de droit de séjour et d'expulsions. Le ministre Faeser a précisé : « *Celui qui n'a pas droit à protection en Allemagne doit quitter à nouveau plus rapidement notre pays.* » Concernant les cas dits de Dublin, qui doivent régler leur procédure d'asile dans d'autres États membres de l'UE et pour lesquels l'État membre concerné a déjà donné son accord à la requête d'acceptation, le versement d'allocations doit être suspendu. Pour celui qui retourne sans raison majeure comme l'enterrement d'un proche dans son pays d'origine, le statut de réfugié ou d'ayant-droit à protection subsidiaire doit être retiré. Pour supprimer des obstacles bureaucratiques ou juridiques, il est prévu de mettre en place une force opérationnelle de l'Allemagne fédérale et des Länder pour augmenter ainsi le nombre de reconduites aux frontières des cas Dublin. Le ministre a annoncé de plus des discussions avec des représentants des Länder pour mettre en route des mesures complémentaires.

Aperçu des éléments principaux du pack de sécurité :

Restreindre l'immigration illégale

- Pas de prestations sociales pour les cas dits de Dublin
- Mise en place d'une force opérationnelle du gouvernement fédéral et des Länder pour supprimer les obstacles bureaucratiques
- L'expulsion de délinquants ayant fait usage d'armes

sera facilitée

- L'office fédéral *Bundesamt für Migration und Flüchtlinge* pourra utiliser désormais la biométrie pour constater l'identité de demandeurs d'asile.
- En cas de voyage retour dans le pays d'origine sans obligation inconditionnelle, le statut de réfugié est retiré.

Renforcer la législation sur les armes

- Interdiction absolue du port d'un couteau lors de fêtes populaires, de manifestations sportives, de salons d'exposition, de marchés et autres manifestations publiques
- Interdiction du couteau dans les bus et les tramways
- Les Länder sont habilités à prononcer des interdictions de couteaux dans les gares
- Le maniement de couteaux à cran d'arrêt dangereux est interdit.

Combattre l'islamisme

- Davantage de pouvoirs pour les autorités de sécurité, notamment sur le Net
- Services de renseignement habilités à une comparaison biométrique de données Internet (« *Reconnaissance du visage* »)
- L'Office fédéral de lutte contre la criminalité BKA peut avoir recours à l'IA pour l'analyse de données policières
- Le Bureau de la sécurité du territoire peut procéder plus facilement à des recherches financières pour mieux combattre le financement du terrorisme et contrôler les flux monétaires.
- Le Gouvernement fédéral met en place une force opérationnelle de sciences et de pratique pour la prévention de l'islamisme.

<https://www.bmi.bund.de/SharedDocs/kurzmeldungen/DE/2024/08/Sicherheitspaket-Solingen.html>